

TRIBUNE

des amis, lecteurs et militants pour

ALGERIENNE

- LES LIBERTES
DEMOCRATIQUES
- LA CONSTITUANTE
SOVERAINE

_ SOMMAIRE _

- EDITORIAL 1
- LETTRE de Tribune Algérienne 5
- LA CATASTROPHEpar la presse officielle elle-même ! 7
- LETTRE d'un lecteur de Tribune Algérienne 11
- GREVE DES MARCHANDS DE LEGUMES 13
- CONTRE LES ETUDIANTS ET LA JEUNESSE, l'UNJA 15
- LES NON ALIGNES.....BIEN ALIGNES SUR
L'IMPERIALISME 17
- NICARRAGUA : La révolution prolétarienne en marche..20
- BOLIVIE : Les masses balayent le putschiste
colonel Busch, la crise s'approfondit....23
- TCHECOSLOVAQUIE :Libération immédiate de PETR UHL
et de ses camarades !24
- C.L.T.A. Où va l'Algérie ?26

4f

CORRESP^{CE} SELIO

87, rue du Faubourg S^t. Denis 75010 Paris

N° 22 novembre 79

DEHORS LE REGIME DE LA CATASTROPHE !

DEHORS LE REGIME DE LA FAILLITE !

DEHORS LE REGIME DE L'ARBITRAIRE ET DE LA REPRESSION !

POUR UN GOUVERNEMENT RESPONSABLE ISSU D'UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE !

Les masques tombent ! il n'aura pas fallu longtemps pour voir apparaître le régime bourgeois et militaro-policié des colonels tel qu'il est : celui de la faillite et de la catastrophe .

Moins de huit mois après la mort du dictateur colonel Boumediène, les colonels algériens, les copains et les coquins de colonels algériens, amis et compagnons du défunt, héritiers et successeurs, sont obligés de reconnaître leur faillite, ils voient tout s'écrouler, tout s'affaisser. A leur corps défendant ils font un triste constat " celui d'une catastrophe qui n'aura épargné aucun domaine de la vie sociale et économique " comme l'écrit El-moudjahid du 30 août 1979 après la réunion du mardi 28 août, "présidée par le colonel Chadli en présence du coordinateur du parti et du premier ministre et consacré à : " la situation sociale et la lutte contre les fléaux sociaux portant préjudice au pays et aux citoyens " .

El-moudjahid, la voix de ses maîtres, écrit : "moment crucial voire dramatique du niveau atteint par une dégradation qui n'aura épargné aucun domaine de la vie sociale et économique (...) Mais que 17 ans après notre indépendance, l'on ne soit pas en mesure d'assurer correctement le ramassage des ordures, d'alimenter en eau tous les foyers, de protéger le pouvoir d'achat du travailleur, voilà qui est tout simplement impardonnable " .

Après 17 ans de pouvoir, le régime des colonels déclare ouvertement et sans détours sa politique néfaste et ses méfaits meurtriers, il clame sa politique dévastatrice et sa responsabilité. Les commentaires seraient superflus ou inutiles si les colonels, logiquement tiraient la conclusion de cet état de fait, de cette impasse où ils ont emmené le pays, les masses populaires, la jeunesse, les travailleurs et leurs enfants .

Mais non, mais non! ils appellent à la répression, ils crient haro sur le peuple, ils organisent la répression. Non contents de détruire l'économie du pays, de détruire l'agriculture, de dilapider les richesses minières, de propager l'ignorance et l'analphabétisme, de transformer les villes en bidonvilles, d'aggraver à un degré jamais atteint la situation matérielle et morale des masses, d'envoyer par centaines de milliers les jeunes à la rue, et d'organiser la déchéance de la jeunesse, non contents de baillonner pendant des années le peuple, ces gouvernants, soumis à l'impérialisme, accusent les masses, menacent les travailleurs et la jeunesse. El moudjahid continue : " l'ordre et la discipline " . D'aucuns s'empresseront d'y voir des relents fascistes, nous les invitons volontiers, quant-à nous, à se reporter à l'expérience réussie des pays socialistes où des fléaux, tel que l'absentéisme et le vol sont passibles de lourdes peines ."

Passons sur cette affirmation : " L'expérience réussie des pays socialistes où des fléaux, tels que l'absentéisme et le vol sont passibles de lourdes peines " , mais disons simplement : que dans ces pays dits socialistes, la classe ouvrière, pour protéger ses acquis issus de la révolution d'octobre 1917, affronte les bureaucraties parasitaires qui ont usurpé le pouvoir et qui n'hésitent pas à emprisonner, à envoyer dans les "camps de travail" et les asiles psychiatriques, défendant ainsi l'ordre impérialiste mondial, l'ordre de Yalta, de Potsdam et d'Helsinki .

Pour les colonels, il faut que règne l'ordre et la discipline .

Mais que signifie l'ordre et la discipline dans un pays quadrillé, depuis l'indépendance, depuis 17 ans, par l'ANP, la gendarmerie, la police, la sécurité militaire ?

Que signifie l'ordre et la discipline dans un pays où n'existe aucune liberté, aucun droit, aucune justice, où règne l'arbitraire le plus total ?

Que signifie l'ordre et la discipline lorsque nous voyons le peuple livré complètement à l'impérialisme ?

Que signifie l'ordre et la discipline pour ces colonels, habitués à matraquer le peuple, à l'exploiter, à l'opprimer à leur profit et à celui de l'impérialisme ?

Aujourd'hui, parce que les masses de plus en plus fermement refusent et combattent ce régime, que de plus en plus la classe ouvrière s'organise et se défend pied à pied, le régime des colonels, le régime de la catastrophe, répond selon sa propre logique, sa propre nature, par la répression.

Il veut aussi intimider la classe ouvrière et la jeunesse, il veut éviter l'affrontement général avec les masses et sa défaite inéluctable. Il est clair que pour ce régime, l'ennemi c'est la classe ouvrière, la jeunesse, les masses populaires parce qu'il n'est pas arrivé à la soumettre, encore moins à la briser, parce que Boumedienne s'y est cassé les reins, le colonel Chadli et ses acolytes voient avec effroi la classe ouvrière s'organiser, se battre par la grève, arracher des revendications faire reculer le pouvoir et se diriger en même temps vers son organisation indépendante.

La dernière grève générale des postiers qui a permis aux travailleurs d'obtenir gain de cause, contre le pouvoir bourgeois des colonels a une très grande signification et augure du combat général des masses exploitées pour chasser définitivement ce régime de l'arbitraire.

Policiers en uniforme et en civil, chiens policiers, gendarmes, Alger est quadrillée. Le journal "Le Monde" du 6 septembre écrit : "les habitants de la capitale se rendant mardi matin à leur travail ont trouvé la ville "en mini état de siège" (...) "des centaines de policiers ont quadrillé la cité.." (...) "des patrouilles de policiers, longues matraques noires à la main escortés par des soldats tenant des chiens en laisse et suivis de "paniers à salade" ont ainsi parcouru jusqu'aux moindres ruelles contrôlant les identités des "oisifs" et arrêtant les "suspects" (...) "il n'en reste pas moins que le spectacle de groupes de citoyens attendant l'autobus sous la surveillance de chiens policiers n'est guère satisfaisant". C'est le moins qu'on puisse dire !

Quant à El moudjahid du 12 septembre, il donne "les premiers résultats présentés par la sûreté du grand Alger : "le 1er bilan de l'opération du 2 au 7 septembre donne les résultats suivants : 1231 personnes ont été interpellées donnant lieu à 311 présentations devant le parquet et 265 individus placés sous mandat de dépôt. Ces délits concernent, le vagabondage, les attentats à la pudeur, les tentatives de vol avec violence, les hausses illicites etc... Une innovation, certains marchands ambulants ont été incarcérés pour exercice illégal de commerce sur la voie publique. Plusieurs tonnes de marchandises, allant des cigarettes, tabacs, aux vêtements "made in" ont été également saisis".

El-Moudjahid, non sans cynisme, poursuit : "la police est déterminée à rendre la vie difficile aux auteurs de troubles".

La présence d'agents de la sûreté (en civil) dans les endroits publics est une mesure dissuasive pour avorter toutes les tentatives de ceux qui veulent porter atteinte à la dignité et à la tranquillité des citoyens. La psychose du policier en civil doit en effet gagner tous les parasites où qu'ils se trouvent. El Moudjahid joue son rôle de porte parole de l'oppression et de la répression.

Continuant son information sur la lutte des "fléaux sociaux" "El-Moudjahid du Mardi 11 septembre donne la parole à la gendarmerie qui "présente ses premiers résultats de l'opération" "les dix premiers jours de la campagne (...) on a procédé (...) a des

milliers de vérifications d'identité de personnes. Tout individu ne justifiant pas d'un travail ou d'un domicile fixe est considéré comme vagabond, et passible d'être traduit au parquet 650 vagabonds ont de ce fait été jugés par les instances de Thénia Rouiba, Alger, Birmandreis, Hussein Dey, El Harrach, ect...

On ne peut être plus clair, la gendarmerie a le mérite de la franchise !

Quand nous savons, quand tout le peuple sait que des centaines de milliers de jeunes sont sans école, sans travail et sont donc chômeurs, quand tout le peuple sait que des centaines de milliers d'hommes, de femmes, de gens vivent dans des bidonvilles donc sont sans domicile, quand on sait que pour avoir un papier, il faut remuer ciel et terre, quand on sait qu'un logement de 2 pièces contient 9 personnes et que les jeunes, les adolescents sont obligés de vivre littéralement dehors dans la rue, quand on sait que les chiffres donnés par les agents de la répression policiers et gendarmes sont loin de la vérité. On peut déjà se faire une idée plus précise de la répression qu'a engagée le régime de l'arbitraire, le régime du Coup d'Etat.

Selon le "Monde" du 12 septembre "quelque trois cents personnes, en majorité des jeunes ont été présentés en trois jours aux trois "tribunaux délictuels" (tribunaux correctionnels siégeant en audience de flagrant délit). Les peines appliquées vont de six à quatre ans de prison, mais la majorité d'entre elles se situent autour d'un an."

"Cent vingt condamnés accompliront leurs peines sur un chantier de ramassage de l'Alfa sur les hauts plateaux."

Le bilan de la semaine du 8 au 13 septembre donné par El-Moudjahid du 17 septembre est aussi lourd que celui de la semaine précédente "l'interpellation de 2938 individus suspects (sur des milliers et des milliers contrôlés)

La présentation au parquet de 428 personnes dont 372 ont été placés sous mandat de dépôt. Et le commissaire responsable de la sûreté de la wilaya d'Alger de conclure "elle permettra (la répression) enfin et de concert avec d'autres instances publiques de revaloriser la notion du travail et de juguler le fléau de l'absentéisme" (El moudjahid du 17 Septembre). Ainsi le commissaire désigne clairement les ennemis des colonels et du régime militaro-policière de Chadli - les masses travailleuses, la classe ouvrière - En fait parce que celle-ci résiste et se défend, qu'elle n'a que haine pour ce régime, et qu'elle a conscience que pour arracher ses revendications il lui faut balayer le régime de l'arbitraire et de la faillite. C'est là le fond des problèmes.

Il y a la catastrophe organisée par le régime des colonels, et il y a en réponse à cette catastrophe et aux mouvements de grève de la classe ouvrière défendant ses intérêts, la répression déclenchée par le régime militaro-policière failli. Il y a donc cette politique criminelle que tout le peuple, toutes les masses laborieuses et la jeunesse ressentent dans leur propre chair, et, il y a ceux qui, depuis des années, comme le PAGS, ne cesse de marteler leur soutien au régime des colonels:

"Ce régime, c'est celui de la démocratie révolutionnaire, du progrès; il est en train de satisfaire les besoins et revendications élémentaires des masses, il les a même satisfaites; ce régime est anti-impérialiste, toutes ses structures et réformes imposées sont entrain d'ouvrir la voie au socialisme, ce régime réalise "les tâches d'édification nationale" disent-ils depuis des années.

Il y a donc la catastrophe dont l'unique responsable est le régime du coup d'Etat, il y a l'opposition farouche des masses contre le régime militaro policier de Boumediène et de Chadli et il y a le PAGS qui a "pleuré le frère, le militant, le révolutionnaire Boumediène".

Alors que les masques tombent, que la catastrophe est là, que les "organes d'information" du régime bourgeois ne cessent de l'exprimer, et que les visages hideux des colonels apparaissent tels qu'ils sont, à savoir ceux de l'oppression et de l'exploitation.

Alors que les travailleurs, la jeunesse veulent en finir avec le pouvoir militaropolicier et sa politique désastreuse, le PAGES qui a plébiscité et soutenu le colonel Chadli après son "élection" à la présidence, est-il prêt à reconsidérer sa position et à retirer son soutien à ce régime haï des masses ? le PAGES est-il prêt selon les aspirations, les besoins et la volonté des masses à dire : Dehors le régime militaropolicier, Dehors le régime de la faillite, Dehors le régime de la misère ?

Se taire aujourd'hui, continuer comme de si rien n'était, à plus forte raison tenter d'appliquer la politique meurtrière de ce régime et de la faire passer pour ce qu'elle n'est pas, n'est-ce pas s'opposer aux revendications des masses, n'est-ce pas s'opposer aux aspirations et besoins de la jeunesse ? N'est-ce pas protéger le régime de l'arbitraire qui frappe la classe ouvrière et la jeunesse ? n'est-ce pas éviter que le combat et la colère des masses ne fassent chuter ce régime pourri ? N'est-ce pas en définitive faire le jeu de la réaction et de l'impérialisme ?

Quant à nous, militants de Tribune algérienne, avec la jeunesse, nous combattons pour que soit chassé ce régime failli et que les masses travailleuses prennent leur destin en mains. Militants de Tribune algérienne, nous avons dit clairement et depuis longtemps que ce régime c'est celui de l'arbitraire et de la bourgeoisie, qu'il est soumis quoi qu'il dise à l'impérialisme; militants révolutionnaires, nous combattons avec la classe ouvrière, la jeunesse pour la satisfaction de toutes les revendications des masses.

Pour cela, nous avons décidé d'organiser les travailleurs, la jeunesse contre la déchéance, le chômage et la misère.

Militants de Tribune algérienne, nous combattons pour arracher l'indépendance de classe du prolétariat, l'indépendance du syndicat contre le régime et ses larbins, les dirigeants de l'UGTA. Nous combattons pour que la classe ouvrière organise, le congrès extraordinaire et démocratique de l'UGTA, expression organisée de la classe ouvrière combattant pour ses intérêts et son émancipation.

Nous combattons pour que toutes les corporations, toutes les catégories de travailleurs s'organisent démocratiquement, établissent leurs cahiers de revendications, désignent leurs délégués, leurs comités de grève, décident des moyens d'action pour faire aboutir leurs revendications immédiatement, à l'exemple de la grève générale et nationale des postiers, appellent à la centralisation locale, régionale et nationale s'expriment dans un congrès extraordinaire et démocratique de l'UGTA, où seront représentés les délégués élus, les comités de grève élus, les commissions ouvrières, les commissions provisoires syndicales élues, les représentants authentiques de la classe ouvrière.

Nous combattons au sein des étudiants pour que s'organise le syndicat indépendant et démocratique, en liaison directe avec le mouvement ouvrier, s'appuyant sur les revendications nécessaires des étudiants et contre la déchéance de la jeunesse à laquelle nous livre le régime militaropolicier du colonel Chadli.

Nous combattons pour que les comités d'étudiants, partant des intérêts, des besoins des étudiants et des aspirations de la jeunesse, se développent, se renforcent, se coordonnent et se dirigent centralement vers le congrès constitutif du syndicat des étudiants indépendant et démocratique.

Militants de Tribune algérienne, nous disons avec les ouvriers, les employés, les paysans pauvres, les femmes, les chômeurs, les étudiants, les lycéens, les collégiens le régime de la catastrophe doit être chassé,

ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE ELUE AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT ET SECRET !

GOUVERNEMENT RESPONSABLE !

SATISFACTION DE TOUTES LES REVENDICATIONS !

RUPTURE AVEC L'IMPERIALISME !

LETTRE DE TRIBUNE ALGERIENNE

25 ans après le 1er Novembre 1954, 17 ans après l'indépendance, si la lutte du peuple algérien a permis de chasser le colonialisme français, elle n'a pas abouti à la satisfaction des revendications fondamentales des masses populaires : l'eau, le pain, la terre, la liberté, la démocratie, la justice, la dignité .

25 ans après le 1er Novembre, les gouvernants eux fêtent à leur manière cet anniversaire . Ils paradent, ils "assainissent" le pays, font discours sur discours et invitent les représentants de la quasi-totalité des Etats, et leur organisent défilés et réceptions .

Et tous profitent de ce jour, s'accordent aujourd'hui et à qui mieux mieux, pour passer sous silence, et oublier un instant leurs querelles, leurs déchirements la crise qui couve, la faillite économique, sociale et politique .

Il tombe bien cet anniversaire, pour appeler les masses à plus d'austérité, à plus de travail, à plus de production et pour passer sous silence l'exploitation et l'oppression des masses ouvrières et paysannes, de la jeunesse .

25 ans après le 1er Novembre , les masses populaires qui avaient souffert sous la botte du colonialisme et de l'impérialisme français, qui avaient été regroupées, dans des camps, quadrillées par des barbelées, qui avaient perdu en près de huit années de lutte, plus de 1 million d'hommes, ces masses tirent aujourd'hui le bilan de ce régime du coup d'Etat , de l'Etat de fait .

Durant 17 ans, les masses ont fait l'expérience de ce régime failli .

Elles ont vu la domination de l'ANP des colonels sur toute la nation .

Elles ont vu la suppression de toutes les libertés démocratiques : d'expression, d'organisation, d'opinion .

Elles ont vu s'imposer un parti unique , l'appareil du FLN, s'appuyant sur la force armée .

Elles ont vu l'UGTA caporalisée .

Elles ont vu la dissolution de l'UNEA .

Elles ont vu le quadrillage du pays par la sécurité militaire, la sûreté nationale et la gendarmerie .

Elles ont vu l'Islam devenir religion d'Etat

Elles ont vu une justice - parodie de justice - toute dévouée aux colonels, dirigée directement par les forces policières .

Elles ont vu toute opposition exclue du pays, obligée de vivre en exil

Elles ont vu les millions de femmes doublement marginalisées .

Elles ont vu par la dette extérieure qui atteint plus de 50% du PNB, l'avenir du pays hypothéqué , dont les effets sont constatables tous les jours (enchaînement à l'impérialisme, catastrophe économique, sous alimentation et malnutrition, le chômage et la misère, déchéance de la jeunesse, un million d' émigrés en Europe)

25 ans après le 1er Novembre, les masses populaires aspirent toujours à leur souveraineté, à décider de leur propre destin, de leur propre avenir .

Pour cela, elles chasseront le régime de l'arbitraire, le régime de Chadli-Boumediène . C'est le contenu profond et réel du combat de la classe ouvrière , de la paysannerie pauvre, des couches populaires, de la jeunesse .

En ce 25ème anniversaire Tribune algérienne, exprime ouvertement , clairement et fermement les buts pour lesquels le peuple algérien a sacrifié plus de un million de ses fils .

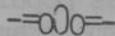
Tribune Algérienne , avec ses moyens limités, a combattu et combat pour que soit réalisée la pleine souveraineté du peuple exploité et opprimé, la satisfaction de

de toutes les aspirations et revendications des masses ouvrières et paysannes, et pour cela que soit chassé ce régime de l'arbitraire, ce régime des colonels soumis à l'impérialisme et qui représente les seuls intérêts de la bourgeoisie algérienne et de l'impérialisme .

Oui , aujourd'hui, Tribune Algérienne exprime profondément les besoins des masses exploitées et opprimées, de la jeunesse et dit à haute voix ce que des millions d'hommes et de femmes revendiquent

- A BAS LE REGIME DE L'ARBITRAIRE
- ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE
- RUPTURE AVEC L'IMPERIALISME
- LA TERRE AUX PAYSANS
- SATISFACTION DE TOUTES LES REVENDICATIONS

-TRIBUNE ALGERIENNE -Novembre 79-



MILITANTS, TRAVAILLEURS, JEUNES,

LE COMBAT DE TRIBUNE ALGERIENNE, c' est votre combat

LISEZ-LE !

FAITES-LE LIRE !

DISCUTEZ-LE !

SOUTENEZ-LE !

ORGANISEZ-VOUS ET GROUPEZ-VOUS AUTOUR DE TRIBUNE ALGERIENNE .



LA CATASTROPHE PAR LA PRESSE OFFICIELLE ELLE-MEME

La classe ouvrière affirme sa détermination et sa volonté d'en finir avec cet état de misère et d'oppression qui règne en Algérie et c'est pour cela qu'elle s'est attirée les foudres du régime des colonels .

C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'aveu de l'échec et "les relents fascistes " du gouvernement des colonels qu'ils appellent sans aucune pudeur "la lutte contre les fléaux sociaux" qui n'est autre que la matraque contre le peuple algérien .

Tribune algérienne ne cesse de le répéter, les régimes qui se sont succédés dans notre pays n'ont apporté rien d'autre que la misère et un appareil répressif de plus en plus "amélioré" .

El Moudjahid parle de dégradation , Tribune algérienne parle de catastrophe et ouvre ce dossier catastrophe .

Sur le plan international - Nous y reviendrons - tous les reportages, déclarations, études, enquêtes dévoilent l'état dans lequel se trouve l'Algérie qui enregistre que déficit et ne cesse sur le marché financier de faire des emprunts qui la lient de plus en plus à l'impérialisme .

Voyons ce qui nous préoccupe dans le cadre de cet article . Sur le plan national, El Moudjahid écrit : " l'autosuffisance alimentaire n'est-elle pas une des conditions fondamentales de l'indépendance économique et politique du pays ? Algérie -Actualité dans son hebdomadaire du 2 au 8 Août reconnaît les pressions et le chantage alimentaire, liens de dépendance, quoi de plus ?

Les importations algériennes n'ont jamais été aussi importantes qu'en 78, elles sont montées au total à 34,49 milliards de Dinars tandis que les exportations stagnaient s'établissant à 24 milliards dont 97 % d'hydrocarbures, il en résulte pour l'Algérie, un déficit record de plus de 10 milliards de DA soit près du double de celui enregistré un an auparavant .

Une partie de plus en plus grande des recettes en devises obtenues grâce aux exportations de pétrole est utilisée à l'importation des biens de consommation surtout de denrées alimentaires et au règlement du service de la dette extérieure (El-Moudjahid 28.5.79)

Les produits alimentaires : tout est importé des USA, du CANADA en grande partie, de Hollande, Espagne , Roumanie: légumes secs, maraîchers, viande (la SNGA parle de 72 tonnes de viande fraîche par semaine - l'ONAB durant 1979, importera un total de 4000 tonnes de viande (2000 viande bovine et 2000 tonnes en viande ovine) , oeufs (an 1977 : 271 millions d'oeufs, 471 millions en 1978) , lait, sucre , café, thé, épices, beurre et bien d'autres .

Les capacités de production nationale ne sont pas en mesure de satisfaire la demande nationale . Un autre exemple significatif, l'explication donnée par le quotidien national sur la pénurie de concentré de tomate : " A raison de 5Kg de tomate pour un kilo de concentré cela demande une production de 265 000 t de matières premières . En termes de rendement, et en maintenant la superficie actuelle de 10 000 ha, la production à l'hectare devait s'élever à 265 quintaux pour atteindre le volume demandé. Actuellement, elle est de 95 quintaux à l'hectare . "

Algérie-Actualité, hebdomadaire dans son numéro du 30 au 5 août écrit sous le titre : " la dépendance alimentaire en matière de céréales " " l'Algérie ne produit que le 1/3 de ce qu'elle consomme et l'enveloppe financière s'alourdit d'année en année (....) le blé est un produit stratégique par excellence or, notre production est très en deçà des besoins nationaux, d'où notre dépendance à près de 80 % du marché international " .

Ce journal national poursuit : " Il est connu que depuis quelques années, la production céréalière nationale est nettement inférieure à la demande (.....) mais n'y a-t-il pas lieu de s'alarmer quand on sait que le volume de blé importé est de deux fois supérieur à celui de la production nationale ? (.....) les chiffres qui nous ont été fournis sont disons-le décevants : la consommation nationale en blé gravite autour de 30 millions de quintaux par an ; la production céréalière nationale n'étant qu'en moyenne 10 millions de quintaux par an . Le volume de céréales importé approche donc les 24 millions de quintaux les 2/3 de la consommation nationale "

Pénuries persistantes des produits de première nécessité , El Moudjahid écrit encore à ce propos : " Nous consommons plus que nous ne produisons et le malaise qui affecte le secteur agricole s'accroît d'année en année " (El Moudjahid 26.3.79)

Dans son édition du 18 Juin 1979, El Moudjahid écrit : " le prix des légumes n'a cessé d'augmenter depuis des années, les pénuries sont devenues familières" le 8 Juin , il écrit encore : " dans une conjoncture de pénurie, les pressions sur le marché international se traduisent automatiquement par une hausse concertée des prix ce qui est chantage alimentaire en bonne et due forme " Reprenons le 1er article cité " l'augmentation considérable des prix a rendu hors de portée des masses populaires, la consommation régulière non seulement de la viande mais aussi des légumes frais " . " Point n'est besoin de demander comment dans de telles conditions le "smicard s'en sort " (El Moudjahid-comment s'en sortir ?) .

Voilà où nous a conduit ce régime de l'arbitraire à la dépendance totale vis à vis de l'impérialisme . Le 30 Août 1979, El- Moudjahid se contente de faire un constat . Cela ne suffit pas .

Comme le dit le quotidien national, " 17 ans après notre indépendance aucun secteur n'est satisfaisant " Dans l'énumération qu'il fait , il omet de citer l'enseignement mais, voyons ce qu'écrit Algérie-Actualité dans son hebdomadaire du 18/25 Juillet 1979 :

" La fin de l'année, c'est en effet la période du grand choix de la décision qui tracera le profil de leur avenir . Seulement cette décision ne leur revient pas toujours à eux seuls . Comme elle ne revient pas toujours à ces parents qui, à un niveau de scolarisation inférieur ont vu dans les livrets scolaires de leurs enfants de 12 ans portée la mention fatidique : " à orienter vers la vie active " mais de quelle vie active s'agit-il ? quand on n'a que 12 ans Quand on sait que la formation professionnelle ne peut les prendre en charge qu'à 17 ans . Que dire à un tel père de famille qui ne comprend pas que son enfant ne puisse avoir une chance supplémentaire en redoublant sa classe . Que les écoles primaires sont saturées ? (.....) " le même type de décision ne revient pas non plus au seul lycéen qui scolarisé en 4ème année moyenne se voit exclu pour n'avoir eu ni le BEM , ni l'examen d'entrée en 1ère année secondaire .

" Pour les non bacheliers : selon diverses sources, il n'y aurait que 30 % de réussite sur les quelques 65 000 candidats " . Remarque de ces recalés : " on a énormément perdu dans notre cycle moyen (....) Nous manquons souvent de professeurs même dans le secondaire et de plus , pour des matières importantes telles que les mathématiques, la physique et la chimie . Notre orientation vers les différentes filières aussi bien en sections arabisées que bilingues s'est opérée parfois en dépit de toute logique . Il nous est souvent arrivé de constater qu'un excellent "arabisant lettres" était ensuite orienté vers les sciences bilingues, le contraire n'était pas rare " .

Cet article relevé de Algérie-Actualité, presse officielle est assez éloquent !

Tous les aspects de la vie sont dramatiques, la situation est devenue intolérable . Force est de reconnaître qu'ils sont nombreux à se plaindre des conditions

de vie . 550 000 chômeurs recensés en 1977 . Il y a ceux qui n'ont aucune ressource , aucun revenu et ceux qui avec un salaire (ex : un ouvrier professionnel à El Hadjar touche en moyenne un salaire net de 1500 DA - Algérie /Actualité du 9/15 Août) n'arrive pas à joindre les deux bouts .

La réalité dépasse l'imagination ! Voilà ce que l'on peut dire pour notre pays , le journal cité plus haut rajoute sur les travailleurs d'El Hadjar : " 7000 travailleurs et familles d'El-Hadjar sont entassés dans des milliers de bidonvilles qui ceignent Annaba, la commune d'El-Hadjar . " Ce qui est valable pour toute l'Algérie . Moudjahid écrit à propos de l'habitat " le bâtiment est un révélateur du niveau de développement du pays " Bien notons que les bidonvilles ne cessent de se multiplier dans notre pays et que des familles entières vivent soit entassées dans une pièce, soit des garages ou encore des tentes en attendant un hypothétique logement .

Il suffit de prendre El-Moudjahid dans la page où se trouvent en autres les rubriques " A l'Ecoute de l'Opinion " ou " courrier des lecteurs " pour s'en convaincre . El Moudjahid l'avoue : " Tous les jours, des dizaines d'appels angoissés nous parviennent au journal . Des citoyens placés sous la protection de leurs élus (...) attendent , après avoir été sinistrés . (....) Des gens ont été casés ou "oubliés" soit sous des tentes, soit sous des baraques bidonvilles, soit dans des cages à rats (....) le calvaire de tous les sinistrés se poursuit . Et les enfants, nos enfants dorment encore sous des tentes, dans des caves quitte à ce qu'ils contractent des maladies (.....) " (El Moudjahid , 16/17 Novembre " les oubliés ") .

Indignation ? Indignation encore quand Algérie-Actualité écrit :

" le jour, c'est le 21ème siècle : le laminoir, la technologie avancée, Le soir c'est presque le Moyen Age, la bougie, le jerricane " (art. Sur ElHadjar, du 9 au 15 Août) .

Tribune algérienne quant-à elle dénonce le calvaire qu'endure le citoyen algérien Il faut courir pour la moindre chose, c'est non seulement les queues interminables pour une denrée qui apparaît sur le marché après une longue "absence" , mais aussi la recherche de ces denrées introuvables qui ne sont autres que des produits vitaux , l'exemple de l'eau . C'est la course aux bidons, la course aux filets d'eau , des corvées interminables elles aussi .

La pénurie d'eau a atteint des proportions alarmantes, une situation qui dure depuis des années . El Moudjahid est assailli de lettres traitant le problème de l'eau , quelques unes sont reproduites dans la rubrique "courrier des lecteurs" de ce journal, elles sont toutes très éloquentes . Nous en reproduisons quelques unes dans le cadre de cet article sur la catastrophe .

1ère lettre : " Voilà cinq ans que j'habite la cité Baïnem, 5 ans sans eau, certes cet hiver, nous avons droit pendant une heure ou deux a un mince filet (....) dès les lères chaleurs plus une goutte (....) Comment expliquer qu'une cité de 240 logements puisse rester sans eau . "

2ème lettre relevée : " une seule fontaine pour toute la cité de Diar El Maheba une seule fontaine publique existe pour tous les locataires des 5 blocs d'HLM de quatre étages chacune (....) et dès le lever du jour enfants, hommes sont là autour de cette unique fontaine " .

3ème lettre titrée : " Lettre d'un enfant de Tiaret " (El moudjahid 27/8/79) " (.....) moi, je passe de drôles de vacances (...) je les consacre à une navette infernale entre le point d'eau donné et la demeure familiale . Tous les enfants des cités périphériques (...) se donnent rendez vous à Aïn El Djenane pour se disputer quelques jerricanes d'eau (....) l'affluence vers le point d'eau se faisant de plus en plus importante, nous avons résolu de nous entendre sur l'organisation d'une queue " .

Toujours selon la presse officielle, on apprend que la production en eau, a baissé entre 1977 (3.219.193 M3/Jour) et 1978 (315.768 M3/Jour) pour la capitale .

Si El-Moudjahid écrivait que le bâtiment est un indice, il y en a un plus flagrant, c'est celui de la santé . Que dire d'un pays où l'on ne peut se soigner? où l'on ne peut s'approvisionner en médicaments ? Une seule chose c'est criminel, le régime du colonel Chadli est criminel .

Voilà à ce propos ce qu'on retire comme exemple dans Algérie-Actualité presse officielle, " C'est toujours la même chose, on ne trouve jamais tous les médicaments qui figurent sur l'ordonnance . Sur dix prescrits les pharmaciens ne peuvent en proposer que 3 ou 4 . Et encore, il faut "visiter" 2 ou 3 pharmaciens pour les réunir " " le citoyen client se plaint (....) une forme de pénurie s'est créée sur le marché .

" Le médecin se plaint aussi : "nos possibilités de stockagesont faibles. A cette insuffisance réelle s'ajoute le fait que de nombreux produits pharmaceutiques retenus dans la nomenclature n'ont pas été remplacés en quantité équivalente aux produits n'y figurant plus . Il y a rupture de stock, on ne pouva donc répondre à la demande " . De tous les éléments d'informations recueillis , il découle une constatation qui explique pour une part la pénurie des médicaments: notre pays ne fabrique pas de produits pharmaceutiques, on se trouve alors dans l'obligation de recourir au marché étranger (....) une dépendance qui coûte cher, non seulement du point de vue politique , mais aussi du point de vue strictement financier " .

Des soins au médecins (1 médecin pour 10000 habitants , pour l'ensemble de l'Algérie) est-il besoin de faire un commentaire ?

Ce dossier catastrophe que Tribune algérienne veut ouvrir est succinct , il se poursuivra et se complètera dans les prochains numéros .

C'est la résistance du peuple algérien qui a acculé le gouvernement Chadli à faire un constat d'échec par le biais de sa presse aux ordres le 30 Août 1979 .

C'est pour camoufler les responsabilités, pour masquer les véritables problèmes que le régime lance l'opération " traquage- matraquage" sa peur d'être envahi par les masses , d'être balayé , n'a d'égal que le spectacle qu'il impose aux masses : paniers à salade, arrestations arbitraires, sanctions barbares , interpellations Tout y est .

DEHORS les responsables de la catastrophe !

DEHORS ceux qui vendent notre pays aux enchères, aux impérialismes !

DEHORS le régime de l'arbitraire, place au peuple algérien !

POUR UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE !

LETTRE D'UN LECTEUR DE TRIBUNE ALGERIENNE , 26 Septembre 1979

L'atmosphère étouffante demeure toujours, elle empire de plus en plus. La répression continue.

La police fait ravage dans les quartiers populaires (Climat de France, cité Mahiédinne, Champ de manœuvre, Cité Diar El Chems, Clos Salembier). Il y a eu de véritables batailles rangées, opposant les habitants du quartier aux policiers des balcons, des fenêtres, les habitants se défendaient lançant des cailloux, des bouteilles. Il y a eu deux policiers tués. Pendant 2 jours la police a fait le siège de la cité : les gens à l'intérieur ne pouvaient en sortir, ni les gens de l'extérieur ne pouvaient rentrer.

Tout le monde a peur d'être agressé par les flics, et subir des actes des plus barbares, tel que avaler son mégot de cigarette allumé pour ne pas le jeter par terre, enfin je crois effectivement que la réalité dépasse l'imagination.

Les flics rentrent dans les maisons sous prétexte qu'il y a du linge au balcon ou autre prétexte, prennent les papiers sans aucune explication, pour qu'ensuite le mari aille récupérer les papiers et être ainsi obligé de payer une amende de 80 dinars, les gens ont parfois peur d'aller récupérer leurs papiers. Les policiers bastonnent même les femmes qui essaient de se défendre ou qui demandent d'aller étendre leur linge. Ils interdisent aux femmes, de se mettre au balcon ou de discuter avec les voisins.

Ils occupent les balcons et détruisent tout : grillage de protection des enfants, les plaques ondulées en plastique. Ils occupent même les villas et quand les femmes n'ouvrent pas la porte, ils passent par dessus le portail.

Par exemple, si dans un immeuble il y a un linge dans un ou deux balcons, c'est tout l'immeuble, tous les locataires sans aucune exception qui paient un PV de 80 DA.

Le soir à partir de 20h 30, il n'y a presque personne dehors, les cafés et les cinémas sont vides ; Il n'y a que des policiers et fourgons arrêtés à chaque coin de rue et les quelques personnes qui circulent ont les papiers à la main.

Pendant une soirée au cinéma, en plein milieu du film, les flics allument la salle et procèdent à des contrôles d'identité. En pleine rue, un couple se promène, vérification d'identité et gare à ceux qui ne peuvent justifier de leurs liens de parenté.

C'est une campagne de répression, une campagne de vol de force de travail, d'argent une campagne d'atteinte à la dignité du citoyen. Ils tabassent des gens sans pitié et d'une façon féroce. Trois policiers sur une personne donnant des coups avec des nerfs de boeuf, c'est le spectacle offert au public non encore atteint.

On peut constater que les gens sont exaspérés par cet état de choses. Dans des conversations privées tout le monde se demande où cela ira-t-il ?

Remarquons aussi qu'il y a une certaine solidarité qui se fait jour, l'un avertit l'autre des précautions à prendre, les gosses courent, crient, pour avertir les habitants à l'approche des policiers dans leur quartier.

Ils autorisent à étendre le linge la nuit, mais alors à 6 heures ou 7 heures du matin, c'est le réveil matinal au sifflet du policier. Tout le monde debout pour enlever le linge des balcons ou des fenêtres.

.../...

remarque d'un jeune travailleur qui dira : " cette campagne pourquoi ? si ce n'est pour récupérer l'argent donné aux travailleurs des postes , PTT . En 1 heure, ils l'ont fait à moins qu'ils prennent les devants pour d'éventuelles grèves ! "

Face à cette situation alarmante, il y a la prise de conscience des gens, tout le monde parle, se rend compte que son ennemi ce sont les policiers, et les policiers c'est l'Etat . Que c'est lui le responsable de toute cette situation de misère . Enfin, les gens se rendent compte que l'Etat est incapable de leur assurer quoi que ce soit, il ne fait que les détruire .

Il y a une chasse acharnée contre les jeunes (jeunes, jeunes couples sans papiers,) les rafles dans les cafés, au cinéma, enfin partout. Alors , il y a un ramassage de tous ces jeunes , ces jeunes qui essaient de riposter, ils les ramassent comme des chiens entassés dans les fourgons grillagés . A la place du 1er mai, les policiers arrêtent les jeunes surtout dans les arrêts de bus, ils les font entrer à l'intérieur du Ministère de la jeunesse et des sports, qui est le lieu de bastonnade des jeunes , jusqu'à obtenir une quantité suffisante pour un fourgon qui les emmène à la rue Cavaignac, au commissariat central d'Alger, puis à la prison d'El-Harrach, beaucoup seront transférés vers les différents lieux de "camps de travail " à Alger, au Sud, à Saïda pour arracher l'alfa .

De la main d'oeuvre gratuite pour cet Etat policier .

La journée comme la nuit règne une véritable atmosphère de répression , la situation est entrain de pourrir . Misère d'un côté, et répression se conjuguent . Mais l'espoir est plus grand car cette situation active beaucoup la prise de conscience des masses . La séparation se fait bien nette entre les travailleurs chômeurs, vieillards, jeunes et les "gens en uniforme" les policiers ou les militaires . C'est à dire les représentants de l'Etat .

Les masses prennent conscience que ce régime est en train de les détruire, de leur sucer au maximum leur force de travail, alors qu'il est incapable de leur garantir le PAIN et l'EAU .

Pour se procurer les anciens numéros de TRIBUNE ALGERIENNE

ainsi que l' ETINCELLE ,

Ecrire et envoyer la commande à :

TRIBUNE ALGERIENNE

S.E.L.I.O

87, Rue du Fbg Saint Denis 75 010 PARIS -

GREVE DES MARCHANDS DE LEGUMES
CONTRE LA REPRESSION DECLENCHEE PAR LE REGIME DES COLONELS

Au marché "meissonnier" marché couvert au centre d'Alger, les petits commerçants surtout des marchands de légumes et de fruits, ont fait grève. Pourquoi ?

La répression qu'a déclenchée le régime des colonels depuis le début du mois de septembre, sous couvert de lutte contre "les maux sociaux", a frappé les jeunes travailleurs, les petits artisans et commerçants, en définitive les citoyens de tous âges.

Dans ce marché "meissonnier" vingt deux marchands sont arrêtés par la police, sous prétexte de "hausses illicites". Ils sont présentés immédiatement au parquet. La justice des colonels les expédiera très rapidement à la prison tant connue d'El-Harrach.

Par solidarité avec leurs collègues emprisonnés, les petits marchands de légumes ferment boutiques et lèvent leurs étalages. Ce comportement normal de solidarité, cette attitude honnête de réprobation générale contre le régime de l'arbitraire n'est pas du tout du goût "d'El-moudjahid" dont les appels à la répression se multiplient. Il va jusqu'à titrer son article : "parce qu'ils ne pouvaient plus voler, ils ferment boutiques" El-Moudjahid, 20 sept.79

Accusation, délation, insultes, le journal des colonels tient à sa réputation, de feuille policière contre le peuple et les masses algériennes.

" 60 étalages déserts " dit-il. Alors, il feint la surprise et s'interroge devant ce mouvement de grève " car comment peuvent-ils se solidariser avec des marchands sans scrupules qui vendaient leurs produits à des prix que la loi et même la morale réprouvent. Sont-ils au moins conscients des conséquences de leur comportement qui n'est rien d'autre que du chantage, un diktat que veulent nous imposer des affameurs du peuple, en un mot des délinquants ". Ce journal laisse couler son venin. " Au bureau du marché en l'absence du responsable, l'intérimaire n'a pas voulu prendre ses responsabilités et a choisi le silence. Drôle de responsable ! peut être un complice lui aussi ? "

Quel langage de policier ce journaliste !!

Cet article ordurier continue : " il est certain que ces commerçants solidaires avec les autres pris en flagrant délit de vol, sont eux-mêmes passibles de sanctions, ne serait-ce que des sanctions administratives. Car qui leur a délivré l'autorisation de faire fortune aux dépens du citoyen ? Nous savons aussi que ces commerçants peuvent se permettre un arrêt de travail de quelques semaines étant donné les profits considérables qu'ils ont retiré de leurs commerces durant le mois de ramadhan et même en temps normal. Leur calcul est évident. Fermer boutique en espérant que l'opération assainissement prenne fin bientôt pour qu'ils puissent se remettre à leurs activités favorites : contourner la loi et spéculer sur le dos du consommateur. "

Et il conclut : " Nous pensons que la loi, dans le cas présent, doit se manifester avec toute sa rigueur. "

Ce procureur, ce misérable procureur, crie toujours haro sur les marchands !

Dans plusieurs quartiers d'Alger des marchands sont arrêtés. Tel que ce marchand de légumes qui ayant acheté aux halles des tomates à 2,50 DA est obligé sous la matraque des policiers de la revendre à 2,40 DA le kilo.

Devant cet arbitraire, devant cette répression, les marchands combattent. La grève a duré plus d'une semaine. Oui les petits marchands ont raison de combattre le régime de l'arbitraire !

Oui, il faut chasser ce régime de la répression .

DEHORS le régime bourgeois des colonels !

DEHORS le régime policier !

Seul un gouvernement responsable devant une ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE, élue au suffrage universel peut protéger les petits marchands .

Le combat de TRIBUNE ALGERIENNE , C'est le combat des masses populaires algériennes pour chasser le régime de l'arbitraire .

Les extraits de lettres de lecteurs ou de militants que nous reproduisons ici expriment clairement l'enjeu de la lutte .

1ère lettre :

(....) La vie est très chère, jour après jour, tout augmente : raisin 10 DA/Kg poivrons 10 DA/Kg, pommes 12 DA/Kg . Les ouvriers sont mécontents et ne le cachent plus . (.....) Les petits commerçants, les employés, les enseignants joignent difficilement les deux bouts .

(....) Nous sommes en pleine campagne d'assainissement, est-ce pour oublier les vrais problèmes !!!!

2ème lettre :

(....) La répression et le climat d'intimidation qui règne à Alger, semblent être dans un premier temps la réponse au mouvement de grève des travailleurs (grève des postiers , etc ..) .

Il y aurait en plus de 140 grèves dans les mois de Mai à fin Août , selon les chiffres du Ministère du travail . Ainsi malgré la répression violente qui règne les grèves continuent et à la SONACOME de Rouiba des chiens ont été lancés contre les travailleurs en grève .

Une grève des marchands de fruits et légumes s'est développée à Meissonnier, Place du 1er Mai, Belcourt et El-Harrach .

L'ETINCELLE الشرارة

BULLETIN DU COMITE DE LIAISON DES
TROTSKYSTES ALGERIENS
Pour la Reconstruction de la
IV^e Internationale

-SOMMAIRE-

NUMERO SPECIAL
CONFERENCE
CLTA

5F

N°6

AVRIL 79

EL HADEF

Organe des trotskystes tunisiens
du Comité d'organisation
pour la reconstruction
de la IV^e Internationale
NUMERO SPECIAL
JUN 1979 - 5 FF

TRIB.N.°22

CONTRE LES ETUDIANTS ET LA JEUNESSE, L'UNJA
PLUS QUE JAMAIS , AU SERVICE DU REGIME BOURGEOIS DES COLONELS

L'UNJA, organisation créée par Boumedienne-Benyahia, par le régime de l'arbitraire, a pour fonction de protéger les intérêts du régime militaro-policié contre les aspirations des étudiants, contre leurs revendications légitimes (logement, transport, bourse, conditions normales d'études, loisirs, organisation syndicale indépendante etc..)

L'exhibition à laquelle se sont livrés les jeunes bureaucrates de l'UNJA lors de l'assemblée générale de rentrée à Paris - assemblée squelettique - mérite qu'on s'y attarde parce qu'elle confirme encore une fois le rôle et la place de cette "organisation": cynisme, mensonge, mépris, mais surtout défense de l'ordre établi en Algérie, l'ordre des colonels .

L'orateur a dressé le bilan de la situation des étudiants algériens en France . Il s'est ensuite attelé à nous expliquer tous les "efforts" que l'UNJA a fait pour obtenir du Ministère de l'enseignement supérieur des "améliorations" à cette situation . Il a ensuite dressé la liste de "nos" revendications .

Les questions de bourse et de logement ont été au centre des discussions qui ont suivies .

En matière de bourses : l'UNJA réclame l'application du décret 74-101 du 13 Mai 74 qui préconise une bourse de 500 Frs à tous les étudiants émigrés .

En matière de logements : l'orateur a répondu " il y a en France, des locaux gouvernementaux ou du FLN qui sont sous-utilisés (!!!) pourquoi ne serviraient-ils pas de logis à certains étudiants" !

L'orateur a ajouté que l'UNJA avait obtenu du ministre, l'envoi d'une mission en novembre pour examiner notre situation " . Il a enfin signalé que : " le ministre a fait preuve d'une volonté de concertation, de dialogue tout à fait inhabituelle nous appelons tous les étudiants à se joindre à nous , ainsi , main dans la main nous cherchons les solutions .."

En guise de conclusion : " nous voulons, nous UNJA, que cette mission vienne non pas pour recenser les problèmes mais pour les solutionner avec des moyens administratifs, juridiques et financiers ..."

Mais , il est d'abord nécessaire de faire certaines remarques :

Le décret sur les bourses existe depuis le 13 Mai 74, c'est à dire depuis plus de 5 ans !!! Le pouvoir est il en cause dans cette affaire ? Absolument pas selon l'UNJA ! Alors que le pouvoir a toujours appliqué l'austérité, la sélection à l'université, la répression, l'UNJA n'en souffle mot et pour cause !

Le "droit à la bourse" pour "tous" est une revendication nationale de tous les étudiants en Algérie et à l'étranger . C'était un des points du programme de l'UNEA que le régime a dissout en 1971 . Cette revendication est clairement énoncée dans toutes les luttes, toutes les grèves en Algérie même ...La réponse du pouvoir a toujours été la censure, la répression, l'austérité .

Mais aujourd'hui , la situation est au bord de l'explosion . En Algérie des luttes se développent à l'université et ailleurs . On comprend mieux , pourquoi l'UNJA "ressort" ce décret pour faire une agitation vaine, dans un but vain, celui de tromper les étudiants . Mais ces derniers connaissent la nature et la fonction de l'UNJA , organisation du régime des colonels, ils connaissent son rôle contre-révolutionnaire. Ils ne sont pas dupes . Ils savent que la "mission du ministère " ne réglera rien, et que ce pouvoir veut faire des étudiants des déchets parmi d'autres

" Ce régime n'a jamais rien donné, il ne donnera rien " telles étaient les paroles d'un étudiant !

L'UNJA tente de se dresser aujourd'hui, comme obstacle, face au combat des étudiants pour leurs revendications, pour le droit à l'organisation, pour la construction de leur syndicat indépendant et démocratique.

Cet obstacle ne résistera pas à la mobilisation de plus en plus grande des étudiants, il ne résistera pas au combat de la jeunesse. Il sera balayé inéluctablement comme sera balayé le régime de l'arbitraire.

TOUT POUR LE RENFORCEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DES COMITES !

TOUT POUR LA COORDINATION DE CES COMITES !

EN AVANT VERS LE CONGRES CONSTITUTIF DU SYNDICAT INDEPENDANT ET DEMOCRATIQUE !

Le droit à un emploi, est l'une des revendications fondamentales des étudiants, comme de toute la jeunesse aujourd'hui en Algérie. La lettre que nous reproduisons a paru sur El-Moudjahid du 11 Novembre 1979. Elle est d'une étudiante qui simplement pose la question du " DROIT AU TRAVAIL " -

Mais pour résoudre cette question, il faut chasser le régime de l'arbitraire !

" LICENCIE "....OUI MAIS APRES ?

(....) c'est pour le droit au travail que je viens vous exposer cette énigme de la "licence" : fin juin, les futures cadres licenciés quittent l'université "quelle chance" remarquent les plus envieux, "ils ont été licenciés". Mais l'énigme est là : effectivement c'est après cette licence qu'on saisit le vrai sens du mot "licencié".

Les perpétuelles offres d'emploi mentionnées dans le journal quotidien, n'intéressent que les cadres ayant déjà un emploi ou désireux de le changer (à présent qu'ils ont acquis l'expérience).

Revenons à nous, nouveaux " licenciés ", pourquoi sommes-nous licenciés avant même de débiter dans cet immense marché de l'emploi ?

Je voudrai par cette énigme de la licence, inviter messieurs les responsables du recrutement des nouveaux cadres, de s'arrêter un peu sur les conditions qu'ils exigent : société nationale recrute cadres, sociologues, psychologues industriels licencié en droit, etc ...

Conditions : 2 à 4 années d'expérience dans le service formation.

La question se pose autrement pour les recrutements " par intermédiaire " et dieu sait s'il y en a. A l'INPED, service DERES Bourmerdes en guise d'exemple, je me suis vu proposé un emploi et cela tout d'abord par le biais d'une annonce mais par la suite ce fut surtout par "intermédiaire de recommandations" etc... Mais le problème reste à étudier ?

Quel problème me diriez vous ? Puisque le contact a été fait.

Il fallait constituer le dossier de candidature (..)Ma demande passa en commission et un matin je reçu le télégramme m'annonçant les mille regrets. C'est ainsi que j'ai eu ma seconde licence (....) au secrétariat on me dit : Après avoir étudié votre dossier, il s'est avéré que le budget de l'INPED était déficitaire "

Que chercher de plus ?

LES NON ALIGNES BIEN ALIGNES SUR L'IMPERIALISME !

Au moment où l'impérialisme subit défaite sur défaite et où les masses ouvrières et paysannes déferlent sur la scène politique sur presque tous les continents,

Au moment précis où, en Iran, les masses qui ont balayé la dictature sanglante des PAHLEVI continuent le combat pour la satisfaction de toutes les revendications contre l'impérialisme et la réaction,

Au moment où, au Nicaragua, les masses qui ont chassé SOMOZA, sanguinaire dictateur, continuent le combat pour leur indépendance et leur émancipation contre l'impérialisme et la réaction,

se tient à la Havane le 6ème sommet du mouvement des non-alignés.

La préparation et la tenue de la conférence suscitent tout un remue-ménage diplomatique tant à l'Est qu'à l'Ouest. Qu'est-ce que le mouvement des non alignés, quels enjeux contient-il, pourquoi le New York Times écrit-il : "ils ne sont pas alignés, ils ne sont pas en mouvement, mais ils comptent ?"

Ce mouvement reconnaît les blocs dont le rôle est jugé primordial dans les affaires internationales. C'est dans le cadre de la coexistence pacifique des Etats que les non alignés se proposent de discuter de paix, de négocier avec les blocs, participer au règlement des problèmes internationaux.

Sur cette plate forme, parmi les critères d'admission d'un pays dans le mouvement non aligné, le plus significatif est la poursuite d'une politique d'indépendance fondée sur la coexistence pacifique des Etats à système économique et social différent et le non alignement.

Mais qui sont les piliers de la coexistence pacifique, du maintien de l'ordre mondial bourgeois, de l'exploitation et de l'oppression impérialiste ? N'est ce pas l'impérialisme US, secondé de façon résolue par la bureaucratie du Kremlin, et aussi la bureaucratie chinoise. Et tous conjuguent leurs efforts contre-révolutionnaires pour contenir le mouvement révolutionnaire des masses.

Dans cette situation, le mouvement non aligné représente une force car non seulement il respecte l'ordre mondial mais encore il le soutient. Le non alignement est aligné dans et sur le cadre imposé aux relations internationales.

C'est dans cette situation de crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites que se réunissent les non-alignés et ce n'est pas sans raison que la conférence se tient à CUBA précisément.

LA REVOLUTION CUBAINE ET LA POLITIQUE CONTRE REVOLUTIONNAIRE DE CASTRO.

C'est dans ce pays qu'une authentique révolution prolétarienne a exproprié l'impérialisme et le capital. Castro s'appuie sur le prestige des acquis des masses cubaines et l'utilise comme couverture à sa politique contre révolutionnaire.

Au Pérou, où il a soutenu le général Velasco contre la montée révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, et permis que la réaction militaire prépare le coup d'Etat et sa sanglante dictature,

En France, où il a soutenu DeGaulle contre la grève générale de Mai-Juin 1968,

En Tchécoslovaquie, où il a approuvé l'invasion de ce pays par l'armée du Kremlin,

En Afrique, où Castro intervient, en Angola, en Ethiopie, et ailleurs, toutes les interventions de Castro se font au compte de l'ordre impérialiste.

Enfin, dernier apport et non le moindre de Castro au maintien de l'ordre bourgeois -donc impérialiste- en Amérique Latine : son invitation aux métropoles impérialistes et aux gouvernements bourgeois d'Amérique latine, à concourir avec le gouvernement

cubain dans le soutien du gouvernement bourgeois de reconstruction nationale au Nicaragua .

A quoi peuvent concourir les puissances impérialistes et les gouvernements bourgeois confrontés à une révolution, sinon à l'étrangler, en la soutenant comme la corde soutient le pendu ?

Au siège de l'ONU , sanctuaire de la contre révolution, pur produit de l'impérialisme (tout comme l'OUA et les autres organisations similaires..) Castro a dit " je suis venu parler de paix et de collaboration entre les peuples " Où et en quoi "les peuples " sont-ils représentés à l'ONU ?

A l'ONU siègent les gouvernements exploitateurs et oppresseurs des peuples, et c'est de collaboration entre ces gouvernements que Castro a parlé .

Au 6ème sommet des non-alignés se regroupent pêle-mêle : les "révolutionnaires", les "progressistes", les "modérés", les radicaux, les rois et les présidents à vie, les dictateurs, les despotes, les chérifs, les hadjs, les colonels, les maréchaux, les pauvres et les richesToutes ces gens, de tous horizons, amalgamées, viennent parler soi-disant au nom des peuples .

Tous ces chefs d'Etats bourgeois parlent au nom de leurs intérêts de classe, contre les masses ouvrières et paysannes qu'ils exploitent et oppriment dans leurs pays respectifs . Le cadre du non alignement leur permet de forger, d'aiguiser les outils de la contre révolution mondiale . Tous les participants à la conférence cautionnent les politiques sanguinaires et tyranniques - l'Algérie de Chadli n'y échappe pas -

Dés lors, c'est clair : le non alignement est une création de l'impérialisme au centre duquel peuvent se discuter les questions les plus cruciales sans apporter aucune solution, tout comme à l'ONU ou l'OUA ...autres créations impérialistes .

Les non alignés confortent , cautionnent l'impérialisme et ses valets .

La conférence de Cuba n'a rien résolu . Les discussions ont été houleuses sur diverses questions , mais au niveau des résolutions finales, les dissensions ont été évacuées car l'enjeu de chacun c'est d'éviter l'éclatement du non alignement . "Les experts , écrit le quotidien français "Libération", ont dû faire des prodiges de diplomatie pour élaborer des textes suffisamment vagues et inefficaces pour que personne n'y trouve à redire . Mais les uns comme les autres, l'existence du mouvement constitue à lui seul une bouteille d'oxygène politique et diplomatique qu'il serait dangereux de débrancher !".

Tout n'a pas été si simple à la Havane : les discussions ont duré deux jours plus que prévu . Mais tout s'est arrangé : au delà des opinions, il y a l'enjeu politique .

Les non alignés n'ont pas résolu l'épineux problème de la représentation du Cambodge celui du statut de l'Egypte de Sadate qui s'est tant compromis depuis les accords de Camp David . A l'ouverture de la conférence , Castro a dénoncé avec force et fracas l'Egypte, les Etats arabes ont demandé à l'Egypte de se retirer, on a même parlé d'expulsion . Finalement rien n'a été décidé comme pour le problème asiatique comme pour la question palestinienne . Castro et les autres se sont calmés, les problèmes renvoyés à l'étude en commission dans une période ultérieure, lorsque l'impérialisme aura décidé les solutions .

Tout est bien qui finit bien . Castro et Tito, à l'ouverture du 6ème sommet, semblent avoir des vues divergentes quant à la manière d'orienter la conférence et les débats, terminent la conférence en se donnant une accolade chaleureuse . Ils ont respecté l'ordre mondial, l'ordre bourgeois, l'ordre des blocs .

C'est cela la réalité du non alignement . C'est pour cela qu'il compte dans la politique de l'impérialisme .

L' ALGERIE DES COLONELS DANS LE CONCERT DES NON ALIGNES

c'est la nature , le fond et le rôle du non alignement dont fait partie l'Algérie des colonels . Les dirigeants algériens louent la conférence "révolutionnaire " .

Dans la charte nationale du régime militaro-policier le non alignement est défini comme "l'expression de notre volonté d'indépendance totale vis-à-vis de toute puissance étrangèrela politique de non alignement constitue une base solide pour l'action de tous les pays du Tiers Monde qui expriment leur volonté de lutter pour leur libération totale, leur émancipation politique et la défense de leurs intérêts économiques vis-à-vis de toute main mise étrangère . "

Rien n'est plus faux que cette définition . Les masses algériennes ne sont pas dupes . Elles voient l'impérialisme installé en Algérie, piller, dilapider le pays de ses richesses .

Elles vivent chaque jour l'arbitraire , la corruption, la répression .

Elles subissent la catastrophe, résultat de la politique de ceux qui clament le non alignement .

Elles savent que leurs beaux discours ne sont que mensonges . Elles savent que les belles résolutions n'ont pour objectif que de tromper les masses et conforter les régimes oppresseurs .

Les masses ont fait l'expérience de cette politique .

Elles disent : ASSEZ DE MENSONGES !

A BAS L'IMPERIALISME !

A BAS LA COEXISTENCE PACIFIQUE !

A BAS LE MOUVEMENT QUI CAUTIONNE L'exploitation, l'oppression, la répression et l'arbitraire !



NICARRAGUA : LA REVOLUTION PROLETARIENNE EN MARCHÉ

Au coeur de l'Amérique centrale, au Nicaragua, le mouvement révolutionnaire des masses, vient de balayer un des régimes les plus sanguinaires, le régime de Somoza, qui dominait et opprimait le pays pendant quarante ans .

20 Juillet, la Garde Nationale somoziste dépose les armes . La débandade des serviteurs de Somoza commence . L'armée sandiniste et les milices ouvrières et paysannes qui se sont constituées au cours de la lutte sont maîtresses de la rue et du pays . Partout le peuple réduit les dernières poches de résistance de la Garde, les désarme et s'arme du même coup .

C'est le dévouement des masses : occupation et partage des terres, celles qui appartiennent au clan Somoza, comme les autres, occupation des entreprises, apparition de syndicats et des comités, de coopératives de production, formes indépendantes d'organisation du prolétariat urbain et rural, lui même partiellement armé .

22 Juillet, à Managua, en présence du pro-consul américain Bowdler, l'archevêque de Managua installe le gouvernement de "reconstruction nationale" où siègent à côté des représentants des sandinistes et du PSN (parti stalinien local), des grands latifundiaires, des représentants de la grande bourgeoisie d'affaires liée à l'impérialisme et même un colonel de la Garde nationale . Où siègent en un mot, ceux qui, avant et pendant le régime Somoza, ont pressuré les masses nicaraguayennes...et qui entendent continuer à le faire .

LE GOUVERNEMENT DE "RECONSTRUCTION "

" efforts, sacrifices, travail" tels sont les appels de ce gouvernement de "reconstruction" composé " de toutes les forces du pays" dont l'industriel Alfonso Robelo lié à Washington et qui dit : " nous ne toucherons à aucun moment à la propriété privée " . Sergio R.Mercado (membre de la junte et du "groupe des douze " personnalités proches du FSLN : "Qu'est ce qui pourrait les mettre contre nous (les USA) ? Le fait d'exproprier les compagnies américaines ? Mais nous ne le ferons pas ."

Jaime Veelock, responsable de la "réforme agraire" déclare : "nous nous sommes engagés à n'exproprier que les terres de Somoza et des somozistes . Nous respecterons ces engagements " .

Thomas Borge, fondateur et dirigeant du Front sandiniste et ministre de l'Intérieur, vient de faire une déclaration dans une interview à l'AFP :

" (...) Evoquant le rôle des comités de quartiers sandinistes, le "commandante" a reconnu qu'ils avaient été chargés de pouvoirs parfois démesurés, comme octroyer des autorisations de sortie du territoire et des certificats de travail, et délivrer des permis de conduire . Ces pouvoirs, a-t-il ajouté, leur ont été conférés à titre transitoire et leur seront retirés au moment opportun . "

Citant l'AFP, le Monde du 27 Octobre poursuit :

" Le désarmement de la population se révèle difficile .

Le gouvernement sandiniste, du Nicaragua se trouve aujourd'hui confronté à un problème d'importance avec le difficile désarmement de miliciens ou civils refusant de remettre aux autorités le matériel de guerre léger qui leur avait été distribué pendant la lutte contre le régime Somoza .

La question a pris un tour dramatique à Masaya à 30kms de Managua, lorsque le commandant Tomas Borge, après trois autres militaires dont les tentatives avaient été vaines, s'est rendu pour cette raison dans une caserne où l'attendaient 500 miliciens sandinistes prêts à ouvrir le feu sur lui .

Venu sans armes, l'officier a apaisé la tension en lançant à la troupe : " les fusils

révolutionnaires ne visent pas les révolutionnaires . "

Parmi les civils en armes figurent des centaines d'adolescents de 12 à 15 ans qui refusent de rejoindre l'école après avoir fait le coup de feu pendant les derniers mois de dictature . Pour eux , l'abandon de l'uniforme, et en corollaire du prestige qu'il confère, se fait difficilement .

Un autre aspect, enfin, rend délicate la recherche d'une solution : les dirigeants ont le plus grand mal à faire admettre à la population que des sanctions sont devenues nécessaires à l'encontre de figures révolutionnaires presque mythiques qui, depuis, errent aux limites de la haute délinquance...."

En résumé, les objectifs du gouvernement de reconstruction sont : protéger la propriété privée, les latifundiaires et les entreprises impérialistes , désamer et démolir les masses, remettre sur pied les mécanismes de l'exploitation ébranlés par la guerre civile, reconstruire l'Etat bourgeois .

La tâche du gouvernement bourgeois est claire , c'est une tâche contre révolutionnaire Les dirigeants sandinistes comptent avec un prestige indéniable aux yeux des masses . De cette conférence, ils se servent pour introniser un gouvernement avec les exploités de toujours .

QUE VEULENT LES MASSES EXPLOITEES ?

Les masses paysannes veulent la terre et elles ont commencé à s'appropriier les terres somozistes ou pas . Des ouvriers disent : " En avant, nous luttons pour un changement politique, maintenant tout est différent . Le changement sera autre chose , d'abord le niveau de vie .

Quant à l'armement populaire, voilà ce que dit une milicienne : " Nous ne pouvons pas rendre les armes(.)car elles sont la seule garantie pour que le nouveau gouvernement accomplisse tout ce que nous sommes entrain d'arracher par la lutte . "

LA QUESTION DU GOUVERNEMENT N'EST PAS REGLEE

Mais au delà des illusions que les travailleurs peuvent avoir dans la direction nationaliste petite bourgeoisie, ils sont entraînés par leurs besoins, leurs aspirations par la situation créée lors de l'effondrement du somozisme, dans un mouvement qui ne peut que heurter frontalement le gouvernement de "reconstruction" et la politique d'union nationale des dirigeants du FSLN .

Au nom de "l'ordre public" le gouvernement prétend désamer le peuple . La tâche du gouvernement bourgeois est difficile . Ses seuls moyens sont la volonté et la capacité de la direction sandiniste qui le couvre de son prestige, d'aller jusqu'au bout du programme de "reconstruction" . Mais ce prestige s'userait très vite si le FSLN heurtait de plein fouet les aspirations des masses en mouvement .

De plus, le Front sandiniste, gonflé par l'affluence des masses qui recherchent un cadre à leur mobilisation, est trop hétérogène pour être en mesure, sans risquer l'éclatement, de jouer le rôle de garde fou du mouvement populaire au profit de la reconstruction bourgeoise .

Ceci explique l'engagement à fond des staliniens derrière le gouvernement et leur soutien inconditionnel à la ligne d'"union nationale" prônée par la direction du FSLN Ceci explique aussi la résurrection soudaine du rachitique Parti socialiste nicaraguayen (agence nationale du Kremlin) dans les colonnes de l'Humanité, ainsi que la place démesurée que ses membres occupent par rapport aux sandinistes au sein du gouvernement (trois ministres : Affaires étrangères, Travail et Industrie et Commerce)

Dans un meeting à Monimbo, un leader paysan a déclaré : " Nous disons au nouveau gouvernement, au nom du peuple, que nous ne voulons aucune manoeuvre ." Cette méfiance à l'égard du gouvernement où siègent des exploités de toujours s'exprime au sein même de l'armée sandiniste : " Le gouvernement n'est pas une garantie pour le peuple

car c'est la seule manière d'arracher nos libertés et la démocratie, c'est avec un gouvernement des travailleurs et rien de plus . " (Interview de la milicienne Tania fait par El SOCIALISTA, n°162) .

A Jinotepe (département de Carazo) lors d'un meeting pour la réforme agraire, les paysans scandaient " Vive l'alliance ouvriers et paysans, ouvriers et paysans au pouvoir " .

Les masses veulent leurs revendications . Avec héroïsme et maturité, elles ont abattu la dictature somoziste . Elles veulent un gouvernement à elles, un gouvernement ouvrier et paysan appuyé sur l'armement du peuple .

LE BUREAU INTERNATIONAL DU COMITE D'ORGANISATION pour la reconstruction de la IVème INTERNATIONALE et la Révolution Nicaraguayenne .

Le Bureau international affirme la nécessité de principe du combat , pour la construction d'une section de la IVème internationale au Nicaragua comme dans tous les pays y compris Cuba .

Le Bureau international estime que la combat révolutionnaire de l'internationale doit se concentrer dans le moment présent sur les mots d'ordre suivants :

- Non au désarmement des milices !
- Non à la liquidation ou à la subordination par en haut des conseils !
- au FSLN, nous disons : rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir, constituez un gouvernement d'où sera exclu tout représentant de la bourgeoisie ! Dans cette voie, nous vous promettons un soutien complet contre la réaction impérialiste .

Nous combattons :

- pour la nationalisation sans rachat de toute la terre et sous le contrôle des conseils paysans ;
- pour l'expropriation des entreprises impérialistes ;
- annulation de là dette externe contractée par Somoza ;
- Rupture avec l'impérialisme ;
- pour un congrés national des conseils et des milices ;
- pour un gouvernement responsable devant le congrés national des comités et des milices ;
- pour un gouvernement ouvrier et paysan, pour les Etats Unis Socialistes d'Amérique Latine .

B O L I V I E

LES MASSES COMBATTENT CONTRE LE PUTSCH MILITAIRE, ELLES BALAYENT LE
PUTSCHISTE COLONEL BUSCH, LA CRISE S'APPROFONDIT

Le 1er novembre, une fraction fascisante de l'armée, liée étroitement à la dictature de Banzer (qui, l'année précédente, avait été contrainte de reculer en pleine crise sous une pression très forte des masses), a envahi avec ses chars d'assaut la ville de LA PAZ et a pris le palais du gouvernement .

Au moment où le colonel Busch, proclamé président du pays, croyait contrôler la situation et où quelques secteurs de la bourgeoisie hésitaient encore sur le soutien à apporter au coup d'Etat, l'intervention des masses a changé complètement la situation politique du moment .

Dés que la Centrale ouvrière bolivienne (COB) eût décrété la grève générale, le mouvement des masses a obéi à son propre élan . Il y a eu de nombreuses manifestations des masses, que les putschistes ont d'abord essayé d'écraser par des moyens militaires . Ces débuts de résistance se sont transformés par la suite en affrontements armés dans les régions ouvrières et populaires entre le peuple et les putschistes . C'est une situation insurrectionnelle qui se noue .

La puissance de la grève générale qui paralyse complètement le pays accentue la crise des classes dominantes . Les secteurs les plus importants de la bourgeoisie se refusent maintenant à suivre le coup d'Etat . Aucun de leurs partis n'y adhère . Les secteurs de l'armée qui avaient exprimé d'une certaine façon leur désaccord ne sont pas intervenus jusqu'alors par crainte que la présence des masses ne transforme le coup d'Etat en un nouveau 1952 . Les Etats Unis , angoissés par les risques contenus dans la situation qui s'est créée en Bolivie à la suite du Coup d'Etat, l'ont finalement condamné et recherchent, avec les secteurs décisifs de la bourgeoisie bolivienne, les moyens d'éviter un dénouement révolutionnaire .

Seize jours après le Coup d'Etat sanglant du colonel Natusch Busch celui-ci est chassé par les masses . " Défaite incontestable des forces armées " écrit l'AFP (le Monde 18-19 novembre) . La crise politique s'approfondit . La crise de domination de l'impérialisme et de la bourgeoisie s'aggrave , l'initiative appartient à la classe ouvrière, aux masses populaires .

Les événements de Bolivie expriment la crise de domination de l'impérialisme en Amérique Latine et sa relation organique avec la nouvelle période dans le mouvement des masses, tel qu'il se manifeste dans l'ouverture de la révolution prolétarienne au Nicaragua .

Les travailleurs, pour modifier radicalement l'équilibre des forces dans le pays, savaient l'action nécessaire . Ils ont agi et ils agissent . Mais ils savent que cela ne suffit pas pour leur donner le pouvoir . Il faut un autre élément indispensable, il faut forger et renforcer une direction révolutionnaire qui fasse honneur aux traditions et à la combativité des masses boliviennes .

La crise de la direction révolutionnaire est aujourd'hui plus évidente que jamais .

LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DE PETR UHL ET DE SES CAMARADES !
A BAS LES PROCES STALINIENS !
LIBÉRATION DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES !

Les juges staliniens aux ordres de Husak-Brejnev ont prononcé le 23 octobre au soir leur verdict contre les militants de la " Charte 77 " et du VONS (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies) ;

Peter UHL	5 ans de prison
Vaclav HAVEL	4 ans et demi de prison
Vaclav BENDA -	4 ans de prison
Jiri DIENSTBIER	3 ans de prison
Otta BEDNAROVA	3 ans de prison
Dana NEMCOVA	2 ans de prison avec sursis

Dans un appel lancé de Prague la veille du procès, le 21 octobre, Zdena Tominova (porte parole de la "charte 77") s'adressait à tous les travailleurs, les militants qui en France et dans d'autres pays, se sont engagés dans la bataille pour la libération des emprisonnés politiques en Tchécoslovaquie :

"Nous voulons tous participer au procès demain, et si la salle est trop petite, nous resterons dans le bâtiment. Nous avons demandé officiellement d'assister aux audiences : on nous l'a interdit, plusieurs d'entre nous ont été menacés. Nous nous attendons donc à une importante mobilisation policière surtout à une action très brutale de la police.

Personnellement, je ne vois pas comment je pourrai accepter une autre décision de cette cour que la proclamation de l'innocence des six.

Je suis pratiquement sûre d'être arrêtée, mais jamais je ne cesserai la lutte pour la libération des accusés. Je suis sûre que tous nos amis pensent de la même façon.

Nous sommes très heureux de la solidarité internationale, car la situation générale de notre pays ne permet pas une solidarité large du peuple tchèque. Dans son ensemble, il n'a aucune information, seules les radios étrangères en parlent.

Une telle situation, je voudrai dire à nos amis de ne pas se décourager s'ils voient que leurs actions de solidarité n'ont pas d'effet immédiat sur le verdict du procès. Ici, tout est réglé d'avance.

Je suis particulièrement heureuse parce que j'apprends que des syndicats ouvriers, des partis de gauche et des groupes démocratiques nous soutiennent. Cela montre et permet de prouver que nous ne combattons pas le socialisme.

C'est le régime qui utilise le mot de socialisme pour conserver son pouvoir et ses privilèges. Pour cela, il emploie la répression contre tout mouvement démocratique.

Les autorités de l'Etat disent que nous ne devons pas répéter une expérience comme en 1968 car c'était une contre révolution. J'espère au contraire que cette expérience comme notre lutte actuelle prouvent que nous voulons le socialisme pour et par le peuple, et non pas le socialisme pour une classe au pouvoir "

Prague, le 21 Oct. 1979

Les juges staliniens -pour étouffer les voix qui s'élèvent à nouveau avec force dans les usines et les universités de Tchécoslovaquie pour tenter de briser la résistance de la classe ouvrière, pour tenter de décourager le combat qui s'organise de plus en

plus largement pour arracher les libertés démocratiques et ouvrières élémentaires ont une nouvelle fois prononcé de lourdes peines de prison .

Peter Uhl vient d'être condamné à 5 ans de prison, il a déjà passé 4 années dans les prisons du régime de Husak pour "organisation illégale d'un groupe à activités trotskystes "

Les juges staliniens emprisonnent , licencient, brutalisent pour défendre les privilèges de la caste bureaucratique stalinienne haïe en Tchécoslovaquie .

Des manifestations se sont déroulées et se déroulent, dans plusieurs pays d'Europe et d'Amérique, rassemblant des milliers de travailleurs, de militants, de jeunes à l'appel d'organisations révolutionnaires et d'organisations ouvrières devant les ambassades de Tchécoslovaquie, pour exiger la libération immédiate de Peter Uhl et de ses camarades .

A Paris, sous les mots d'ordre : " libérez Petr Uhl et ses camarades " " Vive la classe ouvrière tchécoslovaque " , " A bas la bureaucratie stalinienne, A bas les procès staliniens " , plusieurs milliers de travailleurs et de jeunes manifestaient jusqu'aux abords de l'ambassade de Tchécoslovaquie à l'appel de personnalités représentant notamment la FEN, la CCT-Force ouvrière, le Parti socialiste, le PSU, la LCR et l'OCI .

LA SOLIDARITE INTERNATIONALE EN ACTES

POUR LA LIBERATION DE CES MILITANTS

De France, une délégation constituée de : P.Chereau, metteur en scène, JP Faye, écrivain, J.Dieudonné, mathématicien, et A.Challier, sculpteur, mandatée par le comité international contre la répression , le comité des mathématiciens et le comité des artistes, s'est rendue à Prague le jour du procès pour aller assister à celui-ci .

P.Chereau, JP Faye et J. Dieudonné ont été arrêtés au moment du procès devant les portes du Palais de justice alors qu'ils essayaient d'entrer dans le tribunal . Ils ont été expulsés aussitôt vers l'Allemagne .

Le comité international contre la répression, le comité des mathématiciens et le comité des artistes ont tenu à Paris une conférence de presse le 25 Octobre au théâtre où est jouée actuellement une pièce de Vaclav Havel (condamné hier à 4 ans et demi de prison .)

En concluant cette conférence de presse, Ariane Mnouchkine, metteur en scène et animatrice du théâtre du soleil, affirmait notamment : " Les Tchèques nous disent : ne vous habituez pas, ne lâchez pas . " Elle soulignait la responsabilité de la presse qui ne doit pas attendre que cela soit devenu un évènement pour parler des personnes qui sont menacées ou frappées par la répression . " personne ici, disait-elle encore ne lâchera Havel : quatre ans et demi de prison, c'est quatre ans et demi de trop."

LE COMITE DE LIAISON DES TROTSKYSTES ALGERIENS POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVème INTERNATIONALE APPELLE à une Réunion-Débat le Samedi 17 Novembre 1979.

TRIBUNE ALGERIENNE reproduit ici le tract d'appel à cette réunion

CLTA

où va l'Algérie ?

1er NOVEMBRE 1979

Les dirigeants du pouvoir actuel célèbrent à leur manière le vingt cinquième anniversaire de la révolution algérienne .

La préparation, c'est après la découverte des "maux sociaux", l'emploi de "remèdes" énergiques .

Les "maux sociaux", c'est la situation réelle de l'Algérie, où parce que les liens avec l'impérialisme n'ont pas été rompus, aucune des tâches démocratiques n'a pu être réalisée .

Aujourd'hui, après 17 ans d'indépendance politique , le pays se trouve au bord de la catastrophe économique, de l'aveu même des dirigeants et de la presse officielle .

La situation réelle c'est :

Le chômage massif et la misère pour des millions d'algériens, contraints de vivre d'expédients, l'inflation galopante, la destruction des campagnes entraînant les pénuries alimentaires, l'exode rural et la prolifération des bidonvilles, le sacrage de l'enseignement, de la santé, des transports, des services publics, un appareil de production développé en fonction des besoins de trusts internationaux et du cartel pétrolier, un pays surendetté et enchaîné à l'impérialisme .

Les remèdes, ce sont : le quadrillage de la capitale par des meutes de flics lâchant leurs chiens policiers sur les suspects, interpellant et matraquant en pleine rue les passants, verbalisant à outrance, pénétrant dans les appartements, condamnant sans appel des milliers de jeunes et les expédiant dans des camps de travail forcé .

Et le 1er novembre 1979, ce ne fut que le défilé des forces armées du régime devant une tribune où siégeaient les délégués de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne, les rois et dictateurs arabes, les champions de la "coexistence pacifique" c'est-à-dire de la contre révolution .

Pourquoi cette démonstration de l'appareil militaro-policié ?

Pourquoi cette vaste campagne d'intimidation, digne du colonialisme ou des régimes de l'apartheid contre les travailleurs, la jeunesse et les masses ?

C'est que la classe ouvrière, les fellahs misérables, les jeunes et l'ensemble de la population se dresse vigoureusement et ouvertement contre ce régime .

Ce mouvement qui s'est développé depuis les grèves de la RSTA de 1972 et de la SNS de Kouba de 1974 a mis en échec le replâtrage des institutions de la dictature (charte nationale, élections à l'APN fantôme...) il a culminé avec les grèves victorieuses de Mai-Juillet 1977 qui ont profondément ébranlé le régime et accéléré après la mort de Boumediène la décomposition des institutions du bonapartisme .

Ce sont les grandes grèves de la SONITEX de Dra Ben Khedda des travailleurs des ports (ONP d'Alger) de la zone industrielle d'Arzew et surtout la grève générale des postiers de juillet 1979 qui accélèrent la crise entre les différentes cliques et fractions du régime militaro-policié, bloquant toute entreprise de libéralisation

ou d'ouverture qui n'a jamais consisté qu'à associer les différentes composantes de l'ancien FLN bourgeois à la défense des institutions actuelles .

C'est contre ce mouvement qui mène à la révolution prolétarienne que se dresse le pouvoir actuel .

NOVEMBRE 1954

Dès le déclenchement de l'insurrection, des milliers de militants algériens forgés dans le combat contre le colonialisme et ses alliés : les féodaux les nationalistes bourgeois et les staliniens, engagent la lutte pour en finir avec l'ordre colonial pour l'expulsion de l'impérialisme et de la bourgeoisie féodale, la réforme agraire l'ensemble des libertés démocratiques, la constituante souveraine, le Gouvernement ouvrier-paysan .

Après sept ans de guerre acharnée, l'indépendance politique est arrachée, entraînant le départ massif du million de pieds noirs qui formaient l'armature de la bourgeoisie en Algérie .

Des millions de fellahs et d'ouvriers occupent les logements, les chantiers, les terres, les usines abandonnées . Ils s'organisent dans des comités qui commencent à se coordonner et dans le syndicat de masse, l' UGTA . Mais parce qu'il a manqué le parti ouvrier révolutionnaire capable de diriger le combat de la jeunesse, des fellahs et des masses, l'Etat bourgeois a été reconstitué en Algérie avec l'aide de De Gaulle et la complicité active du PCF-PCA .

Aujourd'hui la situation est différente .

Le combat de la classe ouvrière et des masses en Algérie s'inscrit dans une nouvelle période de celle de la révolution imminente, ouverte en 1968, où partout en Iran comme au Nicaragua, en Bolivie ou en Afrique, le prolétariat inflige des défaites sévères à l'impérialisme et aux bureaucraties parasitaires de Moscou et de Pékin, s'oriente partout vers la révolution prolétarienne .

Et c'est parce que Novembre 54 vit dans la conscience des travailleurs et des masses qui n'ont jamais subi de défaite décisive, parce que la classe ouvrière a démontré à travers son combat, qu'elle était la seule classe révolutionnaire capable de mobiliser les masses en finir avec ce régime, que les dirigeants ont peur et font défiler leurs troupes, comme si les forces répressives françaises en Algérie, américaines au Vietnam et iraniennes du Chah ne s'étaient pas effondrées, sous les coups des masses .

Dans la situation politique actuelle, le CLTA dit :

A BAS LA DICTATURE !
A BAS L'IMPERIALISME !
ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE !
GOUVERNEMENT OUVRIER PAYSAN !

Mais pour que ce combat soit mené jusqu'à son terme, le CLTA dit : la tâche la plus urgente , la plus impérieuse est actuellement la construction du Parti Ouvrier révolutionnaire qui pour nous trotskystes ne peut être fondé que sur le programme de transition, le programme de la IVème internationale en voie de reconstruction .

C'est ce combat qu'il mène en Algérie, comme dans l'émigration que, le CLTA exposera dans une : REUNION-DEBAT, le Samedi 17 Novembre 1979